



Mentions légales

En vigueur au 13/09/2021

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, ci-après l'"**Utilisateur**", du site <https://www.admin-france.com> , ci-après le "**Site**", les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le Site par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le Site à la rubrique « **Mentions légales** ».

ARTICLE 1 - L'EDITEUR

L'édition du Site est assurée par AGENCE POUR DEVELOPPEMENT ET LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE (ADMIN) SAS au capital de 15000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris B 453 829 186 sous le numéro 453829186 dont le siège social est situé au 9 RUE PARROT 75012 PARIS,
Numéro de téléphone 0184200755,
Adresse e-mail : contact@admin-france.com.
N° de TVA intracommunautaire : FR32453829186
Le Directeur de la publication est Dimitri SAM-CAW-FREVE
ci-après l'"**Editeur**".

ARTICLE 2 - L'HEBERGEUR

L'hébergeur du Site est la société OVH SAS, dont le siège social est situé au 2 rue Kellermann - 59100 Roubaix - France, avec le numéro de téléphone : 1007.

ARTICLE 3 - ACCES AU SITE

Le Site est accessible en tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension du Site, l'Editeur ne saurait être tenu responsable.

ARTICLE 4 - COLLECTE DES DONNEES

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du Site, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.